

Capitalisme et démocratie ! L'efficiencia d'une antinomie...

Peu sont ceux qui semblent avoir réalisé que le déploiement organisé de la démocratie à l'échelle de la planète ne procède en rien d'une volonté sincère de justice sociale. Aucune ploutocratie n'abandonne d'elle-même ses prérogatives, surtout pas pour l'avènement d'un régime politique véritablement égalitaire. Et de toutes manières elles ne sont en place et si maintiennent qu'instrumentalisées par les véritables pouvoirs économiques sous jacents....Elles s'incarnent dans une galerie de personnalités « de premier plan », représentation symbolique de la décision démocratique des peuples, mais dont les attributions et la longévité sont directement proportionnelles à leur efficace soumission aux réels acteurs de l'économie et financière mondialisation. ¹

En Europe, de Poutine à Viktor Orban, de Blair puis Cameron à Merkel (« triomphalement » réélu en septembre 2013 pour un **troisième** mandat) sans oublier l'improbable Sarkozy « remplacé » par le non moins improbable Hollande et le clown Berlusconi par « le Blair italien », Matteo Renzi, l'éventail est large ! Mais tous sans exception n'ont pour objectif prioritaire que la promotion et la protection des intérêts de ceux qui ont permis leurs élections et autoriseront la reconduction de leurs mandats; et ils y sacrifient sans aucun état d'âme l'intérêt du bien commun dont ils devraient avoir, par principe, la charge.

Le caractère plus ou moins autocratique des régimes en place et de leurs dirigeants ne diverge qu'en fonction des diversités historiques et culturelles des peuples à gouverner, de leur niveau acquis de protection sociale, mais aussi, bien souvent, de l'aptitude et l'habileté des candidats aux mensonges électoraux et à la dissimulation de leurs véritables ambitions. Il est ainsi permis de qualifier, sans sourciller, Poutine de démocrate, au regard de la proximité historique de la société russe avec le soviétisme qui légitime la brutalité des réformes *nécessaires* à appliquer ainsi que sa personnalité machiste et autoritaire en parfaite symbiose avec l' « âme russe ». De même pour Berlusconi et Sarkozy, dont les comportements et les « valeurs » ostentatoirement étalés ont été une offense à l'idée même de démocratie et qui ont pourtant réussi à se faire élire (même réélire pour le premier) grâce à d'efficaces soutiens et/ou manipulations des médias en attisant de manière

¹ Pour incontestable preuve le récent « remplacement » autoritaire de Papandreou et de Berlusconi, incapables de faire appliquer le train de réformes régressives imposées par « les marchés », par respectivement Lucas Papademo, ancien vice-président de la Banque centrale européenne et ancien gouverneur de la Banque centrale hellénique entre 1994 et 2002, qui a participé à ce titre à l'opération de trucage des comptes perpétré par la plus puissante banque d'affaires américaine Goldman Sachs et, ensuite, le second, par Mario Monti, ancien commissaire européen au Marché intérieur et à la concurrence mais également conseiller international de la même Goldman Sachs depuis 2005 et plus précisément, membre du « Research Advisory Council » du « Goldman Sachs Global Market Institute ». C'est-à-dire depuis que la crise économique mondiale a commencé à poindre....

Le *Financial Times*, principal journal d'affaires européen, a clairement souligné à quel point l'élite financière avait déterminé le cours des événements. Démontrant son mépris complet pour la démocratie, on peut y lire ceci : "Il est vrai qu'à un moment donné, il faudra que les Grecs ordinaires aient leur mot à dire sur l'état critique actuel du pays. Mais maintenant, avec un plan de sauvetage comme enjeu, ce n'est vraiment pas le moment de se tourner vers les électeurs." Autrement dit, les gens auront "leur mot à dire", mais seulement après que toutes les décisions importantes auront été prises.

éhontée les pires réflexes des populations vieillissantes et/ou incultes (mensonges économiques, climat anxiogène et propositions sécuritaires, xénophobie, racisme, nationalisme, etc.)

Il est intéressant d'observer qu'aucun bilan n'est jamais tiré, au sortir d'une mandature, pour la juger à l'aune des avancées ou des reculs qu'elle a permis (ou fait subir) aux valeurs démocratiques. Doit-on en conclure qu'il est impossible d'en définir les critères ou bien que la seule légitimité issue des urnes doit se substituer à toute évaluation méthodique ?

En France, c'est bien la seconde réponse qui triomphe, tant il est hallucinant qu'un « candidat président », dont l'ensemble de l'« œuvre » fut un démantèlement systématique et délibéré des valeurs affirmées au fronton de la république « Liberté, égalité, fraternité » (la droite décomplexée !), ait pu tenter de se (re)présenter comme celui qui pouvait les garantir voire les restaurer et s'auto désigner « Candidat du peuple » ! Nous eûmes alors une démonstration imparable de la dégénérescence de nos institutions, impuissantes à endiguer cette effrayante imposture. Et qu'en est-il deux ans plus tard ? Un « président normal », image soit disant inversée de son prédécesseur, qui nous soumet à l'inimaginable en aggravant un peu plus le discrédit de sa fonction !

Alors pourquoi ne pas en tirer l'évidente conclusion qui s'impose ? La personnalisation du pouvoir est tout simplement antidémocratique. Peu importe en fait qu'elle soit le résultat d'un suffrage universel, d'un coup d'état, d'un pouvoir dynastique ou religieux; elle « consacre » dans tous les cas l'autorité d'une seule personne sur une partie ou l'ensemble d'une population et ne peut donc décemment prétendre au label démocratique. Et les Constitutions censées juguler les dérives monarchiques des élus sont allégrement bafouées à leurs profits (pour exemple la dernière réélection de Poutine félicité par l'ensemble de la classe dirigeante européenne).

En fait ce n'est que le jour où l'idée même de chef sera définitivement fossilisée que nous pourrons enfin affirmer vivre dans une société égalitaire.

Nous en sommes bien loin ! D'autant que l'individualisation du pouvoir politique, affranchi du contrôle démocratique, offre, par contre, le grand mérite d'autoriser son influence, voire sa mise sous tutelle, par les pouvoirs économiques. Il est d'évidence bien plus facile de contrôler une seule personne captive de ses propres privilèges que de convaincre une assemblée d'élus indépendants (si elle existait !).

Trouvons-nous en Europe un seul gouvernement en résistance avec la mondialisation économique néolibérale ? Est-il crédible que tous les peuples concernés soient en phase avec ce processus qui, pour une grande majorité, s'avère régressif, injuste, inégalitaire, anxiogène, et toujours révoltant ? N'y a-t-il pas là une hétérodoxie suffisante pour considérer que ce système dit « représentatif » ne représente plus que lui-même ?

Productivité et compétitivité mondiale des entreprises, réduction de leurs charges et de la « dette publique », approvisionnement en « matières premières », régulation et maîtrise des « sources d'énergie », réformes structurelles, libéralisation des marchés, réduction du coût du travail, etc.: Voilà le leitmotiv des incantations politiques abondamment relayés par les médias. Aucun contenu idéologique (ce n'est pas un gros mot !) mais un pur aménagement (« *management* » !) des structures de production des biens matériels, des sources énergétiques, et des marchés financiers collatéraux dans le seul et unique but de l'optimisation des profits ainsi générés et, de plus,

présenté comme un horizon indépassable. Quel rapport avec une organisation sociale démocratique ? Le concept a été vidé de sa substance et sert gentiment d'enveloppe à un capitalisme débridé par essence spoliateur et exploiteur de la nature, donc de l'humanité. La « crise financière » (ne pas oublier que l'idée de « crise » est consubstantielle avec le capitalisme) est une remarquable imposture qui, par un renversement de causalité saisissant, permet aux « agents économiques » d'imputer aux populations la responsabilité de leur frauduleuse impéritie. Quel gouvernement s'est dressé pour s'opposer à cette invraisemblable supercherie et affirmer son indiscutable autorité sur l'économie ? Pourquoi, alors que la panique générale en offrait l'opportunité, ne pas avoir nationalisé le système bancaire et dompté la spéculation ? Et ce n'est pas une occasion manquée mais une nouvelle preuve irréfutable de l'assujettissement du monde politique au monde financier car au risque d'une implosion totale du système, ils ont cherché, ensemble et à tâtons, la solution qui permettrait d'abord de préserver l'essentiel des intérêts du second et surtout ne remettrait pas en question l'infrastructure de son organisation. Comment accepter d'être passé, en moins de trois ans, de la révélation des turpitudes du « monde de la finance » et de ses conséquences délétères sur l'équilibre mondial à l'exhibition de son arrogante « expertise » en tant qu'arbitre et seul juge de la bonne ou mauvaise gestion des Etats qui viennent de le renflouer par centaines de milliards d'Euros ? ² Rien, sinon la soumission des gouvernants, ne peut expliquer un tel renversement. L'asservissement des politiques économiques nationales à des « agences de notation » toutes américaines, dont la légitimité et l'infaillibilité sont plus que suspect, serait inconcevable dans un véritable régime démocratique.

Sachez le, nous ne vivons pas en démocratie !

D'autant que l'idée de « dette souveraine » est plus qu'un télescopage sémantique saugrenu mais un pur non sens car un Etat n'est ni un ménage ni une entreprise et il est et demeure par essence souverain même de ses dettes ! Ce qui signifie par exemple, comme l'explique si intelligemment Frédéric Lordon qu'il (ce n'est que par commodité que je le fait sujet...) peut en organiser le « défaut » (rien à voir avec une mise en faillite) et plier ses créanciers à accepter ses conditions (réduction voire suppression d'une partie de la dette ou de ses intérêts, renégociation des échéances, etc.) pour la simple et bonne raison que s'il refuse de payer il reste un Etat alors que la banque, elle, disparaît ! Car l'idée même de l'Etat s'est constitué et se perpétue par sa capacité à concentrer les ressources issues de son territoire, en se les appropriant ou en les taxant, mais aussi par celle, essentielle, de concentrer les pouvoirs qui lui permettent d'en disposer. C'est-à-dire qu'il contrôle d'immenses ressources dans la mesure où la valeur d'un pays et des individus qui l'occupent sont incommensurablement supérieure à toute dette occasionnelle. La dette française estimée fin 2011 à 1 688,9 milliards d'euros apparaît énorme présenté comme 85,3 % du PIB mais devient ridicule devant une estimation comptable sérieuse (mais à mon sens largement sous estimée car limitée aux biens matériels et n'intégrant pas le « prix » de l'humain...) de la valeur intrinsèque de notre « Capital d'Etat ». Entre 1978 et 2007, la seule évaluation du patrimoine

² A en croire une étude du FMI du 18 février, le Royaume-Uni a déjà consacré l'équivalent d'un cinquième de la richesse nationale au sauvetage de ses fleurons bancaires. Le Canada, 8 %, et les Etats-Unis, 6 %, un chiffre qui peut sembler faible rapporté à un PNB de 14 000 milliards de dollars, mais qui représente tout de même 1 000 milliards de dollars en valeur absolue.

national a été multipliée par huit, pour atteindre 12 513 milliards d'euros ce qui, si l'on continue à filer la stupide métaphore ménagère, ramène la dette à 13,5% du capital disponible.

Alors qui pourra m'expliquer pourquoi l'Etat ne s'emprunte-t-il pas à lui-même ? Il dispose d'une Banque Nationale, d'une Epargne Nationale qu'il peut favoriser, d'un patrimoine immense qu'il devrait savoir faire fructifier et à l'échelle européenne et il contrôle sa monnaie (car, si nous étions membre d'une réelle Europe politique, tous les états partenaires étant dans la même situation, il devrait leur être facile d'en décider une maîtrise commune !).

Mais force est de constater que le secteur bancaire et financier fonctionne de manière totalement autonome et indépendante de l'autorité étatique et, in fine, lui dicte sa loi. Cette perte de souveraineté, directement consécutive à l'avènement du capitalisme néolibéral et qui n'a pu s'opérer que sciemment décidée et voulue par les plus hautes instances étatiques, équivaut en fait à un transfert radical d'autorité qui place la finance et l'univers entrepreneurial au centre du pouvoir décisionnel et équivaut, au final, à une abdication pure et simple de l'Etat. D'autant que cette dépossession s'accompagne d'une déconstruction systématique de l'intervention étatique dans le domaine social sournoisement désignée comme la fin de l'« Etat Providence ». Cette dernière invention sémantique falsifiant cyniquement la réalité des innombrables et sanglantes luttes qui ont arraché, aux pouvoirs capitalistes, les droits du travail et de protection sociale aujourd'hui méthodiquement remis en question. L'état est ontologiquement un pouvoir spoliateur qui ne va s'occuper du public (la « Res Publica ») que bien tardivement dans son processus constitutif et il ne le fera jamais que contraint. L'idée de « Providence », au-delà de sa détestable connotation théologique, est irréductiblement contradictoire à celle d'Etat et n'est finalement qu'une invention des néolibéraux visant un objectif en deux temps : D'abord gommer l'action des luttes sociales en lui attribuant la paternité des acquis sociaux (transformés ainsi en privilèges) pour ensuite légitimer, bien évidemment, son désengagement de la sphère publique (cf. « Etat-Nation-République »).

En définitive, la conséquence évidente et certainement le but de ce double mouvement est de réduire à terme chaque être humain, ou agent économique élémentaire, à sa seule valeur productive de capital humain, soumis inconscient et propre acteur de son aliénation.

Et j'affirme que cette régression est stratégiquement pensée et rationnellement mise en œuvre sous l'appellation de « mondialisation » par des acteurs économiques et politiques dont la collusion des intérêts immédiats ou à court terme, conjuguée à leur immorale stupidité, entraîne inéluctablement l'humanité à sa perte.

A l'échelle de la planète le jeu se complique un peu du fait des « enjeux géostratégiques » dont on nous abreuve depuis la guerre froide mais qui bien sûr ont toujours existé sous d'autres appellations moins sophistiquées (impérialisme, expansionnisme, colonialisme). Il s'agit, aujourd'hui comme hier, ni plus ni moins que d'un sordide jeu d'alliance, de trahison, d'espionnage censé permettre à un camp d'obtenir la suprématie sur l'autre dans la course aux approvisionnements en matières premières donc aux territoires, aux mains d'œuvres et aux marchés (d'état ou de consommation). La diplomatie ne sert pas à éviter les conflits mais à les réguler au profit du plus machiavélique de ses acteurs. D'autre part elle est la vitrine publique qui transforme l'infamie des

tractations sous-terraines entre états en l'image civilisée des « grands de ce monde » luttant avec acharnement pour sauver les peuples de la barbarie. Et ce au mépris de toute cohérence morale (La Syrie après la Lybie !) si ce n'est celle invisible mais omniprésente de la défense des intérêts économiques et des jeux de pouvoir et d'influence impliqués.

Depuis l'effondrement du modèle soviétique et la mondialisation de l'économie et de la finance nous assistons à un changement radical quant aux objectifs réels de ces affrontements. Les enjeux sont devenus purement économiques et les sujets de rivalités traditionnelles s'estompent au profit du déploiement tentaculaire des grands pouvoirs financiers et industriels associés à ceux des militaires (ce qui fut prophétisé en 1961 par Le président des Etats Unis D. Eisenhower)³.

Ils usurent et/ou instrumentalisent cyniquement la démocratie dans leur luttes pour l'appropriation des « richesses naturelles exploitables » ou « matières premières », pour l'accès à l'exploitation des « ressources humaines » les plus flexibles et les moins « couteuses », et enfin pour envahir les marchés de consommateurs étrangers ou protéger le sien !

Ce fantastique dévoiement implique l'apparition d'une nouvelle classe dominante, multi forme et non spécifiquement définie si ce n'est par sa volonté commune de pouvoir et de profits. Elle se compose indifféremment de chefs d'entreprise (« petit » ou « grand »), d'acteurs politiques, financiers, intellectuels, scientifiques, médiatiques, etc. Seul compte leur indéfectible soutien et croyance en un progrès indissociable du capitalisme néolibéral. Il ne s'agit bien évidemment pas d'un complot généralisé mais de l'appropriation des sphères décisionnelles par ceux que l'on peut nommer génériquement « affairistes » ou « spéculateurs », termes qui désignent plus un type de comportement qu'une sphère précise d'activités (Berlusconi est un affairiste et non un acteur politique !). La hiérarchisation complexe et obscure de cette infrastructure faisant obstacle à un repérage aisé des rôles et des responsabilités. Il est possible de désigner ces castes de pouvoirs par le terme (vieillot mais juste) de ploutocratie (Etym. Gouvernement ou domination des riches en y intégrant la catégorie de ceux qui veulent le devenir) ou par celui d'oligarchie (régime où commande un petit nombre bien évidemment antidémocratique).

Elles se composent d'individus installés au sommet des hiérarchies décisionnelles dans tous les secteurs influents (ou susceptibles de l'être), en parfaite collusion d'intérêts, se côtoyant en permanence dans des cercles qu'ils ont eux-mêmes créés pour ce faire, convaincus autant qu'imbus de leur supériorité et du bien fondé de leurs objectifs, persuadés mêmes parfois, pour les moins intelligents, d'œuvrer pour le bien commun (les idiots utiles !)

Et ce qui les réunit et les soudent ce sont les mensonges qu'ils véhiculent et cautionnent, de mauvaise ou bonne foi, au soit disant nom de l'intérêt général. Cette déconcertante tromperie se déverse sans cesse dans nos pauvres cerveaux abasourdis via l'ubuesque « sphère médiatique » et nous afflige chaque jour un peu plus. La monstrueuse machine à décerveler, absolument digne d'Alfred Jarry, fonctionne à plein régime, et progressivement nous anéanti. Le pire est que l'on peut même y entendre des débuts de dénonciation, des tentatives parfois sincères de révolte et/ou

³ « Dans les conseils du gouvernement, nous devons prendre garde à l'acquisition d'une influence illégitime, qu'elle soit recherchée ou non, par le **complexe militaro-industriel**. Le risque d'un développement désastreux d'un pouvoir usurpé existe et persistera. » — Extrait du *discours de fin de mandat* du *président Eisenhower, 17 janvier 1961*.

d'indignation. Pourtant rien d'autre ici que la façade « démocratique » dont on habille notre aliénation. Qui d'entre nous n'a pas été accablé, après l'écoute bienfaisante d'une parole enfin sincère et tant espérée, d'être à nouveau immédiatement enseveli par le flux, un instant interrompu, de l'absurde affabulation dominante? Le journalisme « médiatique », ce monde de la « communication » qui s'insère entre nous et la réalité en prétendant nous aider à l'appréhender (cf. « Les nouveaux chiens de garde » documentaire français 2011 de Gilles Balbastre, Yannick Kergoat), est d'évidence au service de ceux qui le possèdent et le créent (cf. « La concentration dans les médias en France » par L'Observatoire français des médias).

Et « l'objectivité journalistique » s'est depuis belle lurette désintégrée sur le mur des intérêts et des privilèges à protéger. Mais pourtant elle continue à être revendiquée sans vergogne par ceux là même qui la bafouent à l'aide de pseudo débats contradictoires voués à la recherche de la vérité, mais limités, bien sûr, au cadre imparti. Paradoxalement cette dernière s'y trouve, à la fois, d'une part, considérée comme inaccessible et indésirable (car, au nom du droit à la différence, synonyme d'intolérance) et pourtant, d'autre part, présupposée et présentée comme un horizon indépassable (en économie ou/et en politique par exemple). Drôle d'univers où les pensées s'affrontent sans cesse et pourtant se valent toutes. Nous en sommes réduits à guetter et espérer la sincérité comme ersatz de l'exactitude !

Le vrai est en permanence contestable (et contesté) et n'a plus aucune prise sur le réel. Il n'est pas possible de juger de l'action d'un homme politique, d'un dirigeant, d'un « expert » quelconque, etc. à l'aune de ses erreurs ou de ses mensonges. Et ils s'étonnent de leur perte de crédibilité ! De même les « événements », ce que l'on pourrait penser être l'Histoire Contemporaine en action, sont réduits à une succession chaotique de faits divers (au sens propre) et ne sont jamais réellement analysés ni évalués en termes d'objectif progrès.

Par exemple la catastrophe nucléaire de Fukushima n'a été traitée que du point de vue du drame humain visible, de la compassion fédératrice et caritative, au détriment d'une réflexion rigoureuse et scientifique qui aurait démontré les dégâts considérables à court, moyen et long terme dus à ce désastre radioactif prévisible et annoncé les inévitables prochains à venir. Mais peu importe car l'invisibilité est le « grand avantage » de la destruction par la radio activité ! Aucune preuve concrète facilement identifiable ne peut être opposée au mensonge d'Etat et paradoxalement le temps joue toujours en sa faveur (l'accroissement inéluctable du nombre des victimes étant toujours dissimulé par les courbes naturelles des maladies et des décès même si ce sera certainement plus difficile cette fois ci avec le Japon)! L'enjeu économique « colossal » ne tolère la moindre remise en question et ce désastre qui aurait pu et dû nous être salutaire (après celui de Tchernobyl, de Three Mile Island, etc.) s'effacera lentement dans les mémoires comme un simple incident de parcours jusqu'au prochain.

Des dirigeants politiques, et les journalistes qui les assistent, capables de dissimuler une telle vérité, sacrifiant ainsi des vies humaines sous leur gouvernance, ne peuvent d'évidence se prétendre démocrates. Seuls, en seraient dignes, ceux qui organiseraient un retour au débat et aux urnes. Où sont-ils ? L'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins militaires ou civiles est irréductiblement incompatible avec l'idée même de démocratie. Et sa prolifération, particulièrement en France, la preuve que nous sommes soumis à un état autocratique. L'argument de l'indépendance militaire et

énergétique avancé par le Général De Gaulle pour initier le programme nucléaire français est un fantastique mensonge d'Etat. La France, en échange de l'accès aux technologies nucléaires militaires et civiles américaines, a, dans le cadre de la guerre froide, permis aux Etats Unis d'armer toute une série de pays aux frontières de l'URSS et du Moyen Orient en toute opacité (en particulier l'Etat d'Israël et l'Iran). Tout ceci mériterait un chapitre à lui seul mais vous pouvez trouver toute la documentation utile à la compréhension de cette globale mystification dans les ouvrages de Dominique Lorentz (en particulier « Affaires atomiques » Ed Les arènes) dont l'irréprochable travail a été très efficacement étouffé par l'institution et l'ensemble des médias. Son dernier livre « Des sujets interdits, même éditeur » rend compte des obstacles et menaces dont elle-même et ses recherches furent et sont encore l'objet.

Il en résulte une incandescente question : En quoi des états capables de telles manipulations sont-ils démocratiques? N'est-ce pas la preuve définitive et irréductible de leur consubstantielle forfaiture ? L'Etat a historiquement toujours été un relais entre les véritables pouvoirs politiques ou/et économiques et les populations « administrées ». Il est par nécessité au service de ceux qui lui garantissent sa pérennité. Et l'organisation de ses mensonges ne sert, sans état d'âme, qu'à préserver sa légitimité. On ne trouve évidemment pas ici la moindre trace d'une gouvernance du peuple, par et pour le peuple.

Pourtant cette description ne permet pas de répondre à une autre question fondamentale : Pourquoi nous y soumettons nous ? Pour que l'ordre établi se perpétue il est nécessaire qu'il dispose de notre entière et totale coopération. Pierre Bourdieu dans ses cours au Collège de France (Sur l'Etat / Edité au Seuil) offre à cette interrogation de fascinantes réponses conceptuelles. Et je voudrais ici m'attarder sur le concept d'« habitus »: L'« agent social » pour Bourdieu, agit parce qu'il est lui-même agi, sans le savoir, par un système d'« habitus », c'est-à-dire un système de dispositions à agir, percevoir, sentir et penser d'une certaine façon, intériorisées et incorporées par les individus au cours de leur histoire (cf. Etat-Nation-République). Et à cette lumière il est particulièrement intéressant de se pencher sur l'histoire récente, aux Etats Unis du capitalisme dit démocratique :

L'impérialisme culturel américain en propageant l'apologie du rebelle individualiste, indéfectible romantique, prêt à tout sacrifier (même lui) pour défendre sa liberté d'action et/ou sa famille ou son clan et prompt à rendre la justice lui-même (ce que l'on pourrait nommer aujourd'hui le syndrome « Clint Eastwood » mais il y en eu d'autres) nous a prodigieusement conditionné à désirer cet idéal de liberté et l'a « vendu » au monde entier comme l'emblème d'un modèle social démocratique achevé et insurpassable. En opposition au dévoiement coercitif du rêve communiste il lui fut facile d'imposer le libéralisme économique comme seul système protégeant les libertés et droits fondamentaux des individus. Et cette « doxa »⁴ fut et reste d'une redoutable efficacité !

⁴ « La doxa est un point de vue particulier, le point de vue des dominants, qui se présente et s'impose comme point de vue universel; le point de vue de ceux qui dominent en dominant l'Etat et qui ont constitué leur point de vue en point de vue universel en faisant l'Etat. » (Pierre Bourdieu *Raisons pratiques*, Seuil, 1994, p.129)

Nous sommes tous les enfants de l' « American dream » (idée selon laquelle n'importe quelle personne vivant aux *États-Unis*, et à présent dans le monde entier, par son travail, son courage et sa détermination, peut devenir *prospère*). Cette illusoire « vitrine » des USA (symbolisée par la statue de la liberté dans le port de New York tournée comme un défi vers l'ancien continent, (« le vieux monde ! » pour l'administration Bush) a été et demeure encore aujourd'hui le fantastique moteur de leur réussite économique. Il suffit de se replonger quelques instants dans la réalité sociale décrite par les films américains des années 60 (magnifiée par l'avènement de la couleur et du « cinémascope ») pour en saisir l'immense pouvoir d'attractivité ! C'est à ce moment de l'histoire, dans le boom économique de l'après guerre et du plan Marshall, que s'invente et se déploie l'idée du citoyen consommateur mondialisé. Elle vient parachever la fondamentale réforme du monde de l'entreprise du début du siècle : Le « Fordisme » ! (*division du travail*, standardisation, légende de l'augmentation spontanée du salaire des ouvriers, accordé avant tout, il faut le rappeler, pour endiguer un « turn-over » très important des salariés épuisés par le travail posté...)

Écoutons un instant Guy Debord en 1967 : « Avec la révolution industrielle, la division manufacturière du travail et la production massive pour le marché mondial, la marchandise apparaît effectivement comme une puissance qui vient réellement occuper la vie sociale. »

L'improbable conjonction entre une image idyllique d'un bonheur consumériste et la formidable efficacité d'un système de production d'objets synonymes de liberté mis (théoriquement) à la portée de tous va emballer « la machine » pendant une vingtaine d'années (en réalité peut être moins. Nous, français, parlons des trente glorieuses alors que la première crise pétrolière arrive en 1974. Cherchez l'erreur !). Ce comblement progressif du « sens de la vie » par la consommation est au centre de la réussite de ce système mais il n'a pu envahir la planète que porté par un modèle politique apte à le promouvoir. La grande réussite de la « way of life » américaine découle certainement de sa capacité à associer promesse de bonheur matériel, propriété privée, production industrielle expansive et concurrentielle des marchandises et promotion de masse hyper médiatisée à un mode de gouvernement ingénieusement adapté à son irrésistible expansion.

La démocratie américaine n'est en réalité qu'une façade de légitimité au pouvoir du capital. Elle est de ce fait devenue le modèle qui s'est répandu sur l'Europe. Le bipartisme qui offre l'illusion d'une alternance ne produit en réalité que d'infimes modifications essentiellement d'ordre moral au sein de la population et un plus ou moins grand mépris des « populations défavorisées » (Cf. l'élection d'Obama après Bush). Mais ce trompe-l'œil permet de promouvoir l'histoire du « Pays de La Liberté » autant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières.

Comment un pays qui s'est constitué sur la spoliation et le massacre systématique et programmé des populations autochtones (7 à 8 millions de personnes en 1492 vivaient sur le continent américain), résultat d'une colonisation sauvage de leur territoire, est-il parvenu à s'ériger en modèle de civilisation égalitaire et libérale?

La Constitution des États Unis acceptée le 17 septembre 1787 par une convention réunie à *Philadelphie* et appliquée depuis le 4 mars 1789 revêt pour les américains (et une majorité d'Européens) une dimension mythique et héroïque opportunément renforcée par sa simultanéité historique avec la révolution Française. D'ailleurs ne s'agit-il pas dans les deux cas de révolutions

essentiellement menées par des classes marchandes et fortunées de l'époque revendiquant la suppression de leur vassalité au pouvoir monarchique ? ⁵

Pourtant ces deux constitutions, élaborées parallèlement, reflètent sincèrement, l'admirable et incontestable volonté de progrès social de leurs auteurs, ou du moins de ceux qui se sont battus pour son existence. Mais elles sont également le cadre juridique qui garantit aux détenteurs des richesses matérielles de l'époque la protection et la pérennité de leurs privilèges.

Elles sont toutes deux fondées sur le grand mouvement de pensée du siècle des lumières : le libéralisme et/ou les droits de l'homme qui instaure une incohérence majeure dans l'histoire de la pensée en mêlant dans un même élan les droits individuels à la liberté et ceux à la propriété au nom de la théorie juridique du « jus naturalis ». (cf. Etat-Nation-République)

Mais ce faisant, elles ouvrent ainsi la voie à la prospérité du capitalisme marchand et vont permettre, avec l'évolution technologique l'avènement de l'industriel. Le monde nouveau va se construire sur cette césure constitutionnelle et le dévoiement progressif mais irrésistible des intérêts du peuple au profit de ceux des possédants ne trouvera plus, jusqu'au début du XXème siècle, aucun frein. (cf. La guerre 14-18 et la révolution bolchévique)

Il me semble important de souligner la spécificité du modèle américain qui en contre partie des libertés qu'il garantit à chaque citoyen lui fait porter l'entière responsabilité de son échec ou de sa réussite (le « self made man » à relier au « rebelle individualiste » décrit ci-dessus). Etrange paradoxe où l'état prétend sauvegarder les droits des personnes mais dans le même mouvement se désolidarise de leur devenir ! N'est ce pas là, un magnifique exemple de l'acceptation et de la promotion inconsciente, par les personnes, de leur propre aliénation ? ⁶

Cependant cette caractéristique fondatrice des Etats Unis (le droit imprescriptible à tout enrichissement personnel) va susciter une immigration massive (l'économie mafieuse pourra s'y épanouir sans grande résistance....) vers un pays aux territoires immenses et explique, pour une grande part, l'hégémonie impériale et rapide de son économie.

La superposition stratégique de la « violence symbolique » (« ...cette violence qui extorque des soumissions qui ne sont même pas perçues comme telles en s'appuyant sur des « attentes collectives ») du capitalisme démocratique sur les populations avec son inhérente organisation planifiée de leur exploitation apparaîtra peut être un jour pour les historiens-sociologues du futur

⁵ « La convention qui rédigea la Constitution des Etats-Unis était composée de 55 membres. Une majorité d'entre eux étaient des avocats - pas un seul fermier, ouvrier ou paysan. 40 possédaient du Revolutionary Scrip [monnaie émise pour contrer la monnaie coloniale]. 14 étaient des spéculateurs de terrains. 24 étaient des prêteurs. 11 étaient des marchands. 15 possédaient des esclaves. Ils ont créé une Constitution qui protège les droits de propriété, pas les droits de l'homme ». Sénateur Richard Pettigrew

⁶ « ...nous naissons déterminés et nous avons une petite chance de finir libres ; nous naissons dans l'impensé et nous avons une toute petite chance de *devenir des sujets*. Ce que je reproche à ceux qui invoquent à tout va la liberté, le sujet, la personne, etc., c'est d'enfermer les agents sociaux dans l'illusion de la liberté, qui est une de voies à travers lesquelles s'exerce le déterminisme. Et, de toutes les catégories sociales – c'est un paradoxe sociologique et c'est sans doute une des choses qui fait que mon travail énerve les intellectuels –, la catégorie la plus inclinée à l'illusion de la liberté est celle des intellectuels » (Pierre Bourdieu et Roger Chartier : Le Sociologue et l'Historien Ed. Agone, coll. "Banc d'essais", 2010)

(s'il y a des uns et de l'autre...) comme un système des plus élaborés et des plus subtils de contrôle des dominants sur les dominés

Et si la réussite incontestable de cette mirifique illusion sur une grande majorité des esprits des XIXème et XXème siècles constitue certainement un embranchement majeur de l'évolution de l'humanité, force est de constater aujourd'hui qu'il nous a, sans doute irréversiblement, mené dans un cul de sac.

Mais afin de garder espoir, (d'ailleurs si ce n'était le cas pourquoi écrirais-je ?), il est possible de penser que cette imposture fondatrice est en passe de rencontrer ses limites car le mensonge déborde de toutes parts, même si, pour ma part, je ne perçois aucune force suffisamment puissante qui puisse définitivement la débusquer.

Il est pourtant rationnel de prédire que ce système (à l'instar du soviétisme) puisse s'effondrer de (et sur) lui même du seul fait de sa stupidité intrinsèque. Non par ses contradictions qui ne font qu'alimenter et démontrer sa remarquable adaptabilité, mais bien plutôt par sa congénitale imbécillité qui lui impose de détruire systématiquement son environnement naturel tout en réduisant l'existence humaine à une vaine course inégalitaire aux biens matériels... !

Révisé le 15 mai 2014

Singulier.eu



[Retour](#)